

L'AFRIQUE A L'OBLIGATION DE TIRER LES LEÇONS DE LA PANDEMIE COVID-19



Docteur Abdoulaye BOUSSO, Expert-Consultant en gestion des urgences sanitaires

Janvier 2022



Dr. Abdoulaye BOUSSO,

Expert-Consultant en gestion des urgences sanitaires,
Ancien directeur du Centre des Opérations d'Urgence Sanitaire (COUS), Sénégal.
Email : docabso@gmail.com

La pandémie COVID-19 continue de mettre à rude épreuve nos fragiles systèmes de santé, voire nos Etats.

Nous sommes aujourd'hui à l'ère des maladies émergentes, avec une recrudescence des zoonoses. Les effets du changement climatique et le développement de la mobilité favorisent l'émergence des maladies et leur diffusion rapide dans le monde. Nos pays doivent se préparer à faire face à d'autres menaces de santé publique.

La COVID-19 est l'une des urgences sanitaires qui a le plus impacté les systèmes de santé, la société et la sécurité nationale, la totale ! Au vu des réponses apportées, des mesures correctrices devront être mises en œuvre afin de nous permettre d'être prêt lors du prochain événement de santé publique qui arrivera très certainement, *la question, c'est quand ?*

C'est une question de responsabilité de ne pas se retrouver face aux mêmes difficultés. Nous ne sommes jamais prêts face aux événements de santé publique, nous ne l'étions pas lors de la dernière épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest et nous ne l'étions pas au début de l'épidémie COVID-19. Le serions-nous pour la prochaine ? *Pour répondre oui, il faudra tirer des leçons de la gestion COVID-19.*

Digitaliser et sécuriser les informations sanitaires

La gestion des données des patients est un défi majeur de cette pandémie COVID-19. En effet, des dizaines de milliers de données ont été, et continuent d'être, collectées venant des laboratoires, du suivi des patients et des cas contacts. Ces données à caractère personnel, du fait de l'aspect particulier de la maladie, intègrent le plus souvent tout le groupe familial et professionnel.

La masse de données est généralement recueillie sous format papier au niveau des structures de santé, ensuite saisie électroniquement et transmises aux Centres dédiés (clé USB, email). La plupart de nos pays se sont ainsi retrouvés confrontés pour la première fois à la gestion d'une quantité aussi importante de données relatives à une seule affection en une période donnée, ce qui pose déjà la question de leur collecte et de leur gestion adéquate.

Une autre question fondamentale est celle de la sécurisation de ces données à caractère personnel pour éviter tout abus, ou piratage. Pour une gestion efficiente des données, facilitant les orientations stratégiques, des plateformes intégrées sécurisées doivent être mise en place ou développées.

Aussi, il faudra arriver à dématérialiser tous les processus de demande d'examen, de suivi des cas contacts et des patients. Cela devra servir pour les épidémies ultérieures.

La souveraineté des données reste un défi sur notre continent, les serveurs hébergeant les données devront être domiciliés dans les pays.

L'innovation comme le pass sanitaire, pour identifier les personnes vaccinées contre la COVID-19 devra être capitalisée par nos programmes élargis de vaccination.

Disposer de stocks d'urgence

La COVID a mis en évidence une forte carence de nos pays à disposer d'équipements de protection. Lors des précédents épisodes épidémiques, les Etats africains bénéficiaient de la solidarité internationale des pays européens et américains à travers la mise à disposition de leurs stocks d'urgence.

Or, dans le cas de la pandémie, cette entraide internationale a fait défaut eu égard à la nécessité pour ces pays d'user de leurs réserves pour protéger leur population en priorité.

Il est donc impérieux pour les Etats de constituer leurs propres réserves réduisant ainsi leur dépendance à l'aide extérieure. Il serait très grave qu'au décours de cette pandémie que nos pays ne disposent pas de stocks d'urgence constitués d'équipement de protection individuels (masques, gants, combinaisons, matériel de prélèvement...), ce serait faire preuve de négligence extrême.

Une stratégie bien pensée de gestion des stocks d'urgence, avec des produits périssables et non périssables, de même qu'une bonne cartographie pour situer ces stocks afin de les rendre disponibles dans les meilleurs délais sur l'étendue du territoire national.

Construire autrement nos hôpitaux

Nous rentrons dans l'ère des « maladies infectieuses hautement contagieuses ».

Leur gestion requiert des conditions spécifiques et contraignantes qui doivent concourir à les contrôler et empêcher leur propagation. La protection des personnels de santé et des populations est une obligation.

La prise en charge des patients doit se faire dans des structures de santé où sont traités les autres malades en général, sans les exposer au risque. Se pose alors l'épineuse question de l'architecture des structures de santé abritant des centres de traitement COVID non conformes aux normes sanitaires.

En effet, ces centres de traitement ont été mis en place dans l'urgence afin de juguler au plus vite le flux de malades. Si leur prise en charge au sein de ces structures dédiées a été plus ou moins assurée, il est nécessaire d'en repenser l'aménagement ; ainsi, des services de maladies infectieuses aux normes devraient être mis en place au moins dans chaque hôpital de région.

Les nouveaux hôpitaux en construction devront également prendre en compte dès à présent cette préoccupation centrale de création d'un service pour maladies « hautement contagieuses ».

Anticiper sur la formation de ressources humaines en santé

Une structure de santé ne peut fonctionner sans personnel, même si on y met tous les équipements de pointe.

Durant la COVID, le plus grand défi a été la prise en charge des cas graves. Qui dit gestion de cas graves, dit disponibilité d'un personnel hautement qualifié : médecins anesthésistes-réanimateurs, médecins urgentistes et infirmiers spécialisés. Du matériel de réanimation a été acquis par nos pays et dispatchés dans des régions où ils n'ont pu servir faute de personnels qualifiés. Malheureusement ce personnel ne peut être formé qu'après de longues années, douze ans au moins pour les médecins anesthésistes réanimateurs par exemple.

Le déficit en spécialistes a été mis en exergue par cette épidémie COVID, donc planifier la formation de ces spécialistes est une obligation pour pouvoir être prêt lors de la prochaine urgence. Il faudra dès aujourd'hui, sur la base de l'expérience de la COVID identifier les gaps en personnel et dès à présent commencer à les former.

Financer la préparation face aux urgences sanitaires

Nous devons changer de paradigme dans nos pays et ne plus subir les événements. Nous sommes souvent plus enclins à réagir qu'à anticiper. La plupart des événements de santé publique sont prévisibles.

L'élaboration de cartographie des risques doit être une routine dans nos pays. Cela nous permettrait de mieux préparer nos systèmes de santé à faire face aux menaces identifiées. Tous les plans et procédures qui seront élaborés, ainsi que les formations et les exercices de simulation déroulés, rendront certainement nos pays moins vulnérables.

Toutes ces stratégies ont un coût que les états doivent supporter, c'est une question de souveraineté. Il est malheureux de constater que jusqu'à aujourd'hui le financement de la préparation est assuré par les organisations internationales.

Il arrive souvent que même pour mener une simple investigation d'un événement de santé publique, nous envoyons encore des requêtes de financement aux organisations internationales.

Cela amène la nécessité de disposer de fonds d'urgence nationaux rapidement mobilisables, avant de prétendre à l'aide internationale.

Développer la recherche

L'iniquité dans la disponibilité des vaccins pour les pays africains a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Mais au-delà de l'émotion soulevée, il faut noter notre quasi-inexistence dans l'environnement de la recherche pharmaceutique.

Nous devons être capables de jouer notre partition dans le monde de la recherche. Si cela peut paraître, difficile à l'échelle de nos états, il faudra développer des stratégies régionales voire continentales pour permettre à l'Afrique de participer au concert de la science.

La question de la production des vaccins doit être très rapidement traitée. Il est heureux de constater les jalons qui sont en train d'être posés dans ce sens.

L'Afrique a toutes les ressources humaines et matérielles pour s'autonomiser en produits et équipement médicaux : pour cela il faudra aller ensemble et arrêter de nous victimiser.

L'épidémie COVID a aussi permis de mettre en lumière toutes les compétences de nos jeunes scientifiques et artisans, à travers la production de gel hydrologique, machines de désinfection, robots, masques, etc. Il faudra absolument soutenir ces initiatives et ne surtout pas les laisser en rade à la fin de cette pandémie.

Intégrer les menaces sanitaires dans les politiques de sécurité nationale

Déclarer l'état d'urgence et un couvre-feu face à une menace sanitaire aurait pu paraître hors de propos deux ans auparavant.

Beaucoup de nos pays ont fait face à des soulèvements populaires, menaçant la sécurité de l'Etat pour cause de non-adhésion à des mesures restrictives. Des troubles à l'ordre public ont été partout constatés.

Dans nos pays, nous avons été devant le dilemme de la nécessité de préserver la santé des populations face à leur besoin de survie ; il faut noter que cette même population évolue majoritairement dans l'informel et vit au jour le jour.

Aujourd'hui il est clair que les menaces sanitaires impactent tous les piliers de l'Etat, au-delà de la santé : l'économie, l'éducation, la religion, la sécurité, etc.

Le risque de voir le délitement d'un Etat a été éprouvé durant cette pandémie COVID-19.

En sus des questions sécuritaires pures comme le terrorisme, les menaces sanitaires doivent obligatoirement être prises en compte dans les stratégies et politiques de sécurité nationale dans nos pays.

Dans certains contextes, les menaces sanitaires qui sont invisibles et ne reconnaissent pas les frontières, peuvent être beaucoup plus dévastatrices que les menaces sécuritaires classiques, qui sont souvent structurées et visibles, même si elles peuvent être asymétriques.

Conclusion

La pandémie COVID 19 qui depuis deux ans affecte le monde entier, s'est révélée pour tous, une réelle surprise stratégique ; malgré des déficiences notées dans cet article, l'Afrique a su faire preuve de résilience.

Cependant l'analyse des réponses apportées à ce jour impose à notre continent de s'inscrire dans une démarche de renforcement à divers niveaux, d'anticipation et de changement de paradigme pour assurer à ses populations un droit fondamental , celui à la santé qui impacte assurément, la stabilité et la sécurité de l'Afrique.